

# VACCINATION COVID, UNE CAMPAGNE À DEUX À L'HEURE ET POUR CAUSE...



La réalité historique est là, le seul moyen efficace pour combattre une épidémie, une pandémie, c'est la vaccination de masse qui permet d'atteindre le niveau d'immunité collective requis. Si des maladies comme la variole, la rage, la tuberculose et bien d'autres ont pu être éradiquées ou quasi, c'est bien grâce à la vaccination, tout en laissant à chacun le choix de la faire, ou pas, mais en assumant sa responsabilité.

Dans le cas de la covid-19, la réalité est plus nuancée : le vaccin protège des formes graves de la maladie, mais rien n'indique qu'il empêche la contamination. L'immunité collective passera donc par une vaccination de masse car plus les gens seront vaccinés, plus les formes de la maladie seront légères et plus la contagion baissera en intensité et en durée.

Mais, le constat est là aussi : les décisions et la stratégie décidées par le gouvernement sont loin de répondre à l'enjeu et d'avoir l'efficacité nécessaire. À l'heure où nous écrivons ce papier, nous sommes au 15<sup>ème</sup> jour du lancement de la campagne et à peine 140 000 patients sont vaccinés. **Après le scandale des masques, des tests, le gouvernement prouve une fois de plus son incapacité à anticiper et prendre les décisions les plus évidentes. Certains parlent d'incompétence, ne doit-on pas y voir là simplement des choix politiques délibérés et non assumés ?**



Pour une vaccination de masse, il faut des vaccins en quantité. Pourquoi le gouvernement a-t-il fait le choix de si peu précommander alors que d'autres États ont fait des commandes 4 à 6 fois supérieures ? Pourquoi ne s'être inquiété de la logistique qu'une semaine avant l'arrivée du vaccin ? Pourquoi faire appel à un cabinet privé américain pour venir à notre rescousse alors que nous avons dans notre pays des professionnels qui font cela au quotidien, telle la branche professionnelle de la répartition pharmaceutique, 16 000 salariés, qui chaque jour approvisionnent les officines de pharmacie, les hôpitaux, les centres de soins... en médicaments et autres produits de santé ? **Autant de questions pour lesquelles mieux vaut ne pas avoir de réponse du gouvernement, qui ne fera que se dédouaner ou mentir comme il l'a fait pour les masques et les tests.**



Certains disent que c'est une honte pour la France et nous comparent avec d'autres pays qui ont moins de moyens. Ils n'ont pas tout à fait tort mais il faut aussi avoir un peu de discernement.

Par exemple : on nous dit qu'en Israël, déjà 20 % de la population sont vaccinés. Certes, mais il faut prendre en compte certains paramètres qui sont propres à ce pays. Du fait qu'il est en guerre (illégitime à notre avis) depuis plusieurs dizaines d'années, il « bénéficie » d'une administration et d'une logistique de guerre qui montrent leur efficacité, de bonne ou de mauvaise façon, car la démocratie n'y a pas sa place. De même, il a fait le choix politique de payer son premier lot de vaccins 4 fois le prix de celui payé par la France et d'autres pays (environ 60 € au lieu de 12 €) et de payer le double pour les lots suivants, choix qu'ont fait aussi les États-Unis, l'Angleterre et d'autres.

**DOIT-ON FAIRE LE CHOIX,  
PARCE QUE LA VIE N'A PAS DE PRIX,  
D'ACCEPTER « D'ENGRAISSER »  
LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES  
ET SURTOUT LEURS ACTIONNAIRES ?  
D'AUTRES CHOIX NE S'IMPOSENT-ILS PAS ?**



**D**es questions se posent : pourquoi de telles concessions sur le prix à payer alors que le vaccin du labo AstraZeneca aura, lui, un prix de moins de 2 €. On a déjà un début de réponse. Ce labo n'est pas plus humaniste que d'autres. Si le prix de son vaccin est à ce niveau, qui est en fait le juste prix de production, on doit en remercier **l'université d'Oxford qui a piloté et mis tous ses moyens de recherche sur ce vaccin et a imposé à AstraZeneca que le prix ne soit pas au-delà de son coût de production.**

En abordant la **question du prix**, ne sommes-nous pas là sur la première raison des freins à une campagne massive de vaccination de la population mondiale ? **Pour nous, c'est le cœur du problème.** Tout un chacun est unanime et félicite les labos d'avoir en moins d'un an mis tous leurs moyens de recherche en œuvre pour aboutir à la production d'un vaccin. **C'est vrai, c'est une prouesse scientifique qui met en exergue les capacités et compétences de la recherche scientifique d'aujourd'hui.** Mais c'est aussi la preuve que, lorsque l'on a la volonté et qu'on y met les moyens, tout est possible. **Cette prouesse n'est pas à mettre au seul crédit des labos, loin de là. N'oublions pas que ceux-ci (surtout ceux des Big Pharma) ont perçu de la part de plusieurs États près de 14 milliards pour financer la recherche** et que les précommandes de millions de doses d'un vaccin n'existant pas encore et n'étant pas encore produites, ce n'en est pas moins **une manne financière considérable pour ces labos.** Bref, la démonstration est faite que lorsque les pouvoirs politiques daignent et sont contraints de reprendre la main pour répondre aux besoins des populations, on avance. Si les mêmes mesures étaient prises pour nombre de pathologies touchant moins de monde, n'impactant pas forcément les pays « riches »...

Toujours est-il que, bien que ce soit l'impôt des citoyens qui a payé la recherche et, par le biais des précommandes, la majeure partie des investissements de production, les labos, **ces Big Pharma, faute de courage et décision politique, ont la propriété intellectuelle des vaccins, sont les seuls détenteurs des brevets et, forts de cela, font la pluie et le beau temps sur qui aura le vaccin en premier ? en quelle quantité ? à quel prix ? où sera-t-il fabriqué et par qui ? C'est inadmissible !**



La recherche, pour une bonne partie a été faite aussi par des universités et un service public. Les investissements ont été payés par des fonds publics. **En vertu de quoi ces vaccins seraient propriété d'entreprises privées ? Pour nous, c'est non !** Ces vaccins ne sont pas un bien marchand, c'est un bien commun de l'humanité qui a déjà payé la facture. On ne doit pas payer une deuxième fois quand bien même ce serait par le biais de notre Sécurité sociale, qui n'est financée que par nos cotisations. **Il faut lever la propriété intellectuelle, les brevets. Ces vaccins sont propriété des populations qui les ont financés et qui en ont l'usage.**

**Supprimer les brevets c'est aussi permettre à toute entreprise, disposant de l'outil, de produire les vaccins, et il y en a des dizaines en Europe, des centaines dans le monde.** Faire cela, c'est mettre fin à l'arrivée des vaccins au compte-gouttes qui impose de prioriser les patients. Avec un peu de courage, les États pourraient même réquisitionner ces outils si certaines entreprises étaient quelque peu récalcitrantes. **Mettre de telles décisions en œuvre, c'est vacciner la population mondiale d'ici la fin de l'année alors que les meilleures prévisions aujourd'hui annoncent mi-2022, et partiellement puisque certains pays ne peuvent payer les prix exigés par les labos.**

**LA FNIC-CGT, TOUT COMME LA CGT, AVEC D'AUTRES SYNDICATS, PARTIS POLITIQUES, ASSOCIATIONS, ONG, EST ENGAGÉE DANS UNE CAMPAGNE POUR QU'IL N'Y AIT AUCUN PROFIT SUR LA PANDÉMIE ET POUR LA SUPPRESSION DES BREVETS.**

La **"gratuité du vaccin"** telle qu'annoncée par le Président de la République ne doit pas signifier grever encore plus le budget de la Sécurité sociale en faisant **payer une deuxième fois de façon détournée des sommes exorbitantes aux assurés.** **Faire des vaccins et traitements contre les pandémies, avec les biens publics mondiaux, doit passer par la fin des droits de propriété intellectuelle et des savoirs. C'est aussi encourager le développement de capacités publiques de production et de distribution pour que notre santé ne dépende pas des choix financiers de quelques grandes entreprises.**

**C'est parce que nous refusons que certains tirent des profits sur la pandémie qu'une pétition européenne a été lancée pour exiger des vaccins et des traitements sûrs, transparents, accessibles à tou.te.s ! En mobilisant un million de signatures à travers le continent nous pourrions faire entendre et exiger une réponse solidaire à la crise.**

Pour signer et discuter de cette pétition au sein de vos organisations, voici le lien français :

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

